



## LA CRAMIF DOIT GARDER SON CENTRE DE SANTE ET TOUTES SES OFFRES DE SOINS

**L**e Centre de Santé de la CRAMIF récemment « débaptisé » et renommé « Centre Médical Stalingrad », géré par la Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France est situé 3 rue du Maroc dans le 19ème, à proximité des 10è, 18è et 20ème arrondissements de Paris où se trouvent les populations les plus en difficultés, sa vocation primaire étant de dispenser des soins à tous sans distinction de ressources et à des tarifs opposables (tarif de responsabilité de la Sécurité Sociale).

Il fait partie des «œuvres de caisse» comme l'était la PMI (Protection Maternelle et Infantile) supprimée il y a plusieurs années. **Aujourd'hui**, c'est le Centre de Santé qui est menacé dans sa pluridisciplinarité et son originalité médico-sociale :

- ❑ Le service social, intégré dans la structure, a été supprimé
- ❑ Le laboratoire d'analyses médicales, jugé déficitaire du fait des restrictions budgétaires globales de la Sécurité Sociale, vient d'être supprimé
- ❑ L'accueil (prises de rendez-vous) des usagers est, depuis peu, externalisé
- ❑ Les services de radiologie, le laboratoire de prothèses dentaires et les soins infirmiers sont dans le collimateur

Les personnels, depuis l'embauche d'un Directeur non plus médical mais purement « gestionnaire » et « administratif », subissent, outre les suppressions de poste, des pressions constantes avec des répercussions importantes sur leur santé (conditions de travail déplorable, brimades, déqualifications, fermeture de service durant l'été avec prise de congés obligatoires...). Les soins infirmiers et les bilans de santé jugés peu rentables, sont, actuellement, les services les plus ciblés.

Les prélèvements sont réalisés, depuis peu, par un laboratoire privé en lieu et place des infirmières du Centre mettant en péril, à terme, l'existence même du laboratoire d'analyses médicales de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Paris pour laquelle nous effectuons les bilans de santé.



De plus, le Centre reçoit prioritairement des populations « précaires » adressées par des associations « caritatives » et qui ont normalement droit à un bilan annuel. Certains ont, d'ores et déjà, été renvoyés faute de pouvoir être reçus, tout cela par manque de personnel et surtout de rentabilité !

Gérer des Centres de Santé, pour le Medef, ne relèverait pas d'une mission de la Sécurité Sociale ! De plus, depuis le décret de juillet 2010 découlant de la loi HPST, les centres de santé sont passés sous la coupe des ARS (Agence Régionale Santé) qui désertifie les territoires et organise la privatisation de la santé.

Dans les arrondissements du nord-est parisien (19è, 20è, 18è et 10ème), l'offre de soins est bien en deçà de la moyenne nationale (pour exemple, la densité en infirmiers est de 30 % de la moyenne nationale), de fait, les inégalités d'accès aux soins et à la santé prennent une ampleur croissante et alarmante : refus de soins pour raisons financières, nécessaire prise en charge médico-sociale globale du patient, besoins de prévention, de dépistage et d'éducation thérapeutique qui sont mis à mal....

Le Centre Stalingrad (Centre de Santé de la CRAMIF) doit être maintenu dans toutes ses composantes polyvalentes médicales et sociales. La Sécurité Sociale doit être garante d'une protection sociale de qualité et de promotion de la santé Publique.

**le jeudi 9 juin - journée d'action / conférence de presse  
MOBILISONS NOUS !**

**APPEL à UN RASSEMBLEMENT DE 12H à 14H  
devant le centre de Santé stalingrad  
3, rue du Maroc 75019  
(Métro Stalingrad)**